



Bilan – Région Haute-Normandie

Population au 01/01/2014	1 851 909 habitants		
Economie			
PIB 2013	51,6 Md€	27 864€ / habitant	+0,1% en moyenne depuis 2000
Emploi 2013	702 800	-	0,7% depuis 2000
Taux de chômage 2014	10,9%	-	-
Dépenses 2013	<i>Montant brut (en M €)</i>	<i>Montant par hab. (en €)</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Budget (dépenses réelles totales)	787	425,2€	-2,9%
Dépenses d'investissement (hors dette)	251	135,6€	-22,5%
Part des dépenses d'investissement dans les dépenses réelles totales (en %)			31,9%
Recettes 2013	<i>Montant brut (en M €)</i>	<i>Montant par hab. (en €)</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Recettes fiscales	383,6	207,3€	-3,5%
Dotations et subventions	340,7	184€	+7,4%
Part de la dotation globale de fonctionnement dans les recettes réelles totales (en %)			19,8%
Dette et financement 2013	<i>Montant brut (en M €)</i>	<i>Montant par hab. (en €)</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Encours de la dette	238,1	128,6€	+7,5%
Capacité de désendettement (dette/ épargne brute) (en années) Flèche à la hausse ou à la baisse pour montrer si la capacité de désendettement s'est améliorée ou dégradée			1,3 

Source : INSEE, Direction générale des collectivités locales, calculs Institut Montaigne.



DEMOGRAPHIE, EMPLOI, ATOUS ECONOMIQUES	2
ÉCONOMIE : STRUCTURE ET DYNAMIQUES	3
TERRITOIRE ET INFRASTRUCTURES	4
LES DEPENSES.....	5
LES RECETTES.....	5
L'ENDETTEMENT	6

Démographie, emploi, atouts économiques

La Haute-Normandie, d'une superficie de 12 317 km², est peuplée de 1,85 million d'habitants au 1^{er} janvier 2013, ce qui la classe au quatorzième rang métropolitain (2,9% de la population totale).

Une croissance démographique inférieure à la moyenne

Sa population augmente de 0,3% par an en moyenne, un rythme beaucoup moins soutenu qu'en France métropolitaine. Elle devrait continuer à croître modérément : +1,4% entre 2012 et 2017, et +1,1% entre 2017 et 2022, selon les prévisions de l'Insee. Malgré un solde naturel positif et une proportion jeunes dans la moyenne nationale, la population devrait connaître un vieillissement significatif. La part des plus de 60 ans (22,7% en 2012) devrait atteindre près de 27% en 2022 et 31% en 2042.

Un territoire très urbanisé

Avec 149 habitants au km², la Haute-Normandie est la cinquième région française en termes de densité. Son territoire est relativement urbanisé : 40% de la population réside dans une commune de plus de 10 000 habitants, soit le septième rang en France. Deux principales aires urbaines structurent le territoire : Le Havre et Rouen accueillent la moitié de la population régionale sur le quart du territoire. Ce sont respectivement les deuxième et cinquième ports nationaux.

Une économie historiquement tournée vers l'industrie

Jusqu'aux années 80, la Haute-Normandie a connu un intense développement industriel. Sa situation géographique et hydrographique a permis le développement de l'industrie textile et de papèterie, puis de raffinage. Le pôle pétrochimique sur les rives de la Seine réalise ainsi un tiers de la production française de produits raffinés.



Dans les années 60, l'industrie automobile a précédé l'électronique, la pharmacie et la parfumerie. Dans les années 80, deux centrales nucléaires ont été construites : elles produisent un dixième de l'électricité française. Au total, et rapporté à sa population, la Haute-Normandie est une des régions les plus productrices et les plus consommatrices d'énergies : 2,3% des émissions nationales de gaz à effet de serre et 3,9% de l'énergie consommée en France soit davantage que sa part relative dans la population nationale.

La Haute-Normandie présente aujourd'hui les caractéristiques d'une région plus industrielle que la moyenne nationale. Les activités de transport et de construction y sont également davantage représentées que dans le reste de la France.

Un emploi plus industriel que la moyenne nationale

Comme pour l'activité économique, l'industrie occupe une place plus importante que la moyenne dans l'emploi régional : un emploi sur cinq contre moins d'un emploi sur six. Le niveau de l'emploi, durement touché par la crise économique, a fortement reculé. Il reste encore inférieur à son niveau de 2007 plus élevé que la moyenne nationale. Les formes précaires d'emploi se révèlent plus fréquentes que dans le reste de la métropole. Enfin, le niveau moyen de diplômés y est moins élevé.

Une partie de la population touchée par la précarisation

La Haute-Normandie présente une situation socio-sanitaire difficile et très contrastée selon les territoires de santé. La proportion de bénéficiaires des minima sociaux et de la couverture maladie universelle (CMU) est supérieure à celle observée au niveau national. Le chômage de longue durée a doublé depuis 2008 et concerne désormais 65 000 Hauts-Normands, soit environ 43% des 150 000 demandeurs d'emploi de la région.

Progression du niveau de formation

Comme l'a relevé la Chambre régionale des comptes, la Haute-Normandie connaît depuis dix ans une augmentation sensible du niveau de formation de sa population, le taux des diplômés de l'enseignement supérieur étant en hausse de plus de 5 points, celui des non diplômés en recul de plus de 3 points.

Économie : structure et dynamiques

Une économie régionale affectée par la crise

Le PIB de la Haute-Normandie s'élève à près de 50 milliards d'euros en 2012, soit 2,5% du PIB national. La croissance économique régionale est moins vive que dans le reste du territoire métropolitain. Après avoir enregistré deux baisses en 2008 et 2009, la Haute-Normandie n'a retrouvé un PIB supérieur ou égal à son niveau d'avant-crise qu'en 2011.



Tous les secteurs d'activité ont été touchés par la crise : l'industrie, bien entendu, mais aussi le tourisme par exemple : la fréquentation touristique a continué de reculer en 2013, tandis que celle des campings repartait à la hausse. Au total, entre 2010 et 2013, le nombre de nuitées dans les hôtels et les campings bas-normands a diminué de 4,7% tandis que le chiffre est en hausse de 3,3% en France métropolitaine.

Un devenir agricole en question

Le contexte de la campagne régionale sera fortement marqué par la crise agricole survenue pendant l'été 2015 et partie de Basse-Normandie, le premier blocus des agriculteurs ayant été organisé à Caen.

L'ensemble de la Normandie est marqué par cette crise compte tenu de l'importance de l'élevage dans l'agriculture régionale. 15% du lait français vient de Normandie et 16% du cheptel français de vaches laitières se situe sur ce territoire. Aussi les exploitants agricoles sont directement affectés par les conséquences de la fin des quotas laitiers qui permettaient, jusqu'au 1^{er} avril 2015, de réguler les prix du lait. Selon la Chambre d'agriculture régionale, les exploitations agricoles normandes affichaient un résultat annuel moyen de 33 000 euros en 2014, soit, après paiement des charges, 10 000 euros de revenu annuel moyen.

Territoire et infrastructures

Une activité portuaire dynamique

L'orientation portuaire de la Haute-Normandie a permis à l'économie régionale de s'ouvrir au commerce extérieur. Cette vocation exportatrice incite l'industrie agroalimentaire à se tourner vers des activités plus rentables (transformation du thé, café, cacao). Le port du Havre est le premier port national pour les conteneurs, et le port de Rouen le leader européen pour les céréales. Les services de transport et de logistique sont en conséquence particulièrement développés. C'est l'une des raisons qui expliquent que la Haute-Normandie soit l'une des économies régionales investissant le plus dans la protection de l'environnement.



Les dépenses

Les dépenses de la région Haute-Normandie s'élèvent à 944,4 millions d'euros en 2014, soit une hausse de seulement 2% depuis 2009.

Hausse des dépenses de fonctionnement

Parmi les dépenses de fonctionnement, après les contributions, subventions et participations (52% du total en 2014), les dépenses de personnel constituent le deuxième poste (22%). Elles ont progressé de 15,9% en 5 ans, 93,9 millions d'euros en 2009 à 108,8 millions en 2014.

Sur la même période, les charges à caractère général (14,8% des dépenses de fonctionnement) ont également progressé, passant de 61,8 M€ en 2009 à 72,9 M€ en 2014 (+18,%).

Contraction de l'investissement

Selon le compte administratif 2014 de la région Haute-Normandie, les dépenses réelles d'investissement sont principalement composées :

- des subventions d'investissement (172,7 M€) ;
- des investissements propres (43,9 M€) ; la baisse de 36% constatée par rapport à 2013 est principalement due à une diminution des dépenses de travaux dans les lycées publics de la région.

Priorités budgétaires maintenues dans le temps

Les dépenses destinées à l'enseignement d'une part, et à la formation professionnelle et à l'apprentissage d'autre représentent ensemble – et à parts égales – 52,1% du total des dépenses de la région, soit 730 M€ en 2014, un niveau stable depuis 2009.

Les transports constituent le troisième poste de dépenses (23,1% en 2014, contre 20,3% en 2009), suivis par l'action économique (7,9%) et les services généraux avec (7,7%).

Les recettes

Les recettes de la région ont diminué entre 2009 et 2013, passant de 820,8 à 760,7 millions d'euros (-7,3%).

Progression de la fiscalité indirecte

Depuis la réforme de 2011, la fiscalité locale est passée de 374,4 M€ en 2011 à 431,7 M€ en 2014. C'est la fiscalité indirecte qui est à l'origine de cette hausse puisqu'elle a progressé de 22,5% sur la même période, de 211,4 M€ à 258,9 M€. L'année 2014 a vu la part des recettes fiscales dans les recettes totales s'envoler : de 54% en 2011, 2012 et 2013, elles passent à 61%.



Réduction marquée des dotations en 2014

Les dotations et subventions perçues par la région, globalement stables entre 2009 et 2013, se sont réduites en 2014 (-3,8%), du fait d'un changement de modalités de financement de la formation professionnelle de la part de l'Etat. La DGF (dotation globale de fonctionnement), stable de 2009 à 2013, a également chuté en 2014.

L'endettement

La deuxième région française la moins endettée

La région Haute-Normandie est parvenue à stabiliser son endettement entre 2009 et 2014. Depuis 2012, il a même été réduit de 7,7%. La hausse de l'épargne depuis 2009 a permis à la région de ne pas avoir recours à l'emprunt en 2012 comme en 2014.

La région se distingue en effet par le niveau élevé de son épargne brute. Celle-ci représente plus de 40% de ses recettes de fonctionnement, contre une moyenne métropolitaine (hors Corse et Ile-de-France) de 27,4%. Entre 2009 et 2014, l'épargne nette a augmenté de 53,9%.

À la fin de l'année 2014, la dette s'élève à 120,6€ par habitant, soit seulement 42% de la moyenne nationale (hors Corse et Ile-de-France - 285€/habitant). A la fin de l'année 2013, ce montant atteignait légèrement moins de 130€, soit une baisse d'environ 7%.

Des charges financières stables depuis 2009

Les charges financières acquittées par la région s'élèvent à 7,6 M€ en 2014, contre 7,2 M€ en 2009 (+5,6%). En 2013, les charges financières représentaient un coût par habitant de 4,1€, soit la moitié de la moyenne nationale de 2013 (8€ par habitant).

Une région très solvable

La région est parvenue à réduire sa capacité de désendettement de 1,04 année en 2009 à 0,67 année en 2014, soit une diminution de 35,6%. Elle était, fin 2013, la région la moins endettée de France en valeur absolue.